

La majorité des États ont des lois qui criminalisent certaines activités par des personnes séropositives qui ne le sont pas lorsque le reste de la population s'y adonne.

Bon nombre de ces lois isolent indûment le VIH par rapport à d'autres maladies infectieuses et reflètent un manque de compréhension à la fois de la façon dont le VIH se propage et de la façon dont il peut être traité.

En 2017, la Californie a adopté une loi qui a modernisé et amélioré sa loi sur la criminalisation du VIH. L'un des auteurs de la loi était le sénateur Scott Wiener. J'ai récemment eu l'occasion de poser des questions au sénateur Wiener sur ce processus.

Ses réponses sont données ici dans l'espoir de fournir des renseignements utiles aux législateurs, aux lobbyistes et aux militants d'autres États qui souhaitent amorcer le processus de réforme dans leur propre État ou dans d'autres pays du monde. Cette interview a été éditée pour plus de clarté.

Mark Satta : Vous avez parrainé et aidé à rédiger le projet de loi 239 du Sénat de Californie, qui a été promulgué en 2017 par le gouverneur Jerry Brown. Le projet de loi 239 du Sénat a modernisé la criminalisation du VIH en Californie. Pouvez-vous nous donner un bref aperçu de ce à quoi ressemblait la loi californienne sur la criminalisation du VIH avant l'adoption de cette nouvelle loi et quels sont les principaux changements que l'adoption de la nouvelle loi a apportés ?

Sénateur Scott Wiener : la fin des années 1980 et au début des années 1990, la Californie, comme de nombreux États, a adopté des crimes très sévères pour punir les personnes séropositives qui

ont eu des rapports sexuels avec d'autres personnes sans divulguer leur séropositivité.

La Californie a un délit fourre-tout pour avoir volontairement exposé quelqu'un à une maladie infectieuse, qui est dans les livres depuis de nombreuses années. Mais le VIH, parmi les nombreuses maladies infectieuses graves et mortelles, a fait l'objet d'un traitement particulièrement sévère. Les lois n'exigeaient pas que vous transmettiez le VIH, et en fait, elles n'exigeaient même pas un risque significatif d'infection. Donc, si, par exemple, vous aviez une charge virale indétectable, ou si l'autre personne prenait de la PrEP, ou si vous aviez une activité sexuelle qui ne présentait pas vraiment de risque, sous les anciennes lois, cela n'avait pas d'importance. Il s'agissait de lois très larges et draconiennes.

Il y avait une loi spécifique aux travailleuses du sexe où il n'y avait même pas besoin de contact physique. Si [une travailleuse du sexe] a sollicité quelqu'un sans lui dire qu'elle était séropositive, même s'elle n'avait jamais eu de rapports sexuels, elle était coupable d'un crime. La nouvelle loi convertit les crimes des travailleuses du sexe en délits mineurs.

Ce sont vraiment les femmes, et en particulier les femmes afro-américaines et les travailleuses du sexe, qui ont été ciblées. En réalité, les lois n'ont rien fait pour réduire les infections à VIH - tout ce qu'elles ont fait, c'est de stigmatiser les personnes vivant avec le VIH et d'encourager les gens à cacher leur séropositivité.

Ce sont donc des lois horribles, et c'est pourquoi nous avons essayé de les réformer.

Satta : Lors de la rédaction du projet de loi, quelles ont été les principales sources d'information que vous et Gloria, membre de l'Assemblée, avez consultées pour déterminer comment la criminalisation du VIH en Californie n'était pas conforme à notre compréhension scientifique et médicale du VIH/sida ?

Sénateur Wiener : Une partie de[notre information était] fondée sur des données sur la façon de réduire et d'éliminer les infections à VIH, et sur le concept même de la réduction à zéro, que je connais très bien. Vous le faites en encourageant les gens à se faire dépister régulièrement afin qu'ils connaissent leur état, puis s'ils obtiennent un résultat positif, ils prennent rapidement des médicaments pour se débarrasser de leur virus. Et les personnes négatives ont accès à tous les outils de prévention, y compris la PPrEP.

Donc, quand on criminalise les personnes vivant avec le VIH et qu'on les distingue, cela encourage les gens à ne pas subir de test de dépistage. Parce que si vous ne connaissez pas votre statut, vous ne pouvez pas être coupable d'un crime. Il encourage les gens à garder le secret sur leur statut. Et le fait de garder le secret sur votre statut nuit à la santé publique. Ce n'est pas comme ça qu'on fait passer un test ou qu'on suit un traitement. Vous voulez que les gens se sentent à l'aise d'être très ouverts au sujet de leur statut. C'était donc le fondement de la science sur laquelle nous nous sommes appuyés.

Si notre objectif est de prévenir les infections à VIH, de garder les gens séronégatifs et de garder les personnes séropositives en bonne santé, nous devons le faire par le biais d'une approche de santé publique, et non par une approche de criminalisation. La

criminalisation ne réduit pas les infections à VIH - en fait, elle fait le contraire.

Nous disposions également de nombreuses données sur les personnes visées par ces lois. Il ciblait des groupes démographiques précis. Donc, même si l'on croyait que la criminalisation réduit d'une façon ou d'une autre l'infection - ce qui n'est pas le cas - pourquoi près de la moitié des arrestations et des poursuites se feraient contre des femmes alors qu'elles ne représentent que 12 % de la population séropositive ? **Nous avons aussi beaucoup travaillé avec une vaste coalition qui comprenait de nombreux organismes de santé publique, des médecins et des gens qui comprennent vraiment la science.**

Satta : En plaidant en faveur du projet de loi au Sénat de l'État de Californie, quels messages et quelles informations ont eu le plus de résonance auprès de vos collègues ?

Sen Wiener : Cela dépendait. Quand vous avez expliqué comment la criminalisation ne réduit pas les infections, pour un certain segment de collègues, c'était suffisant. Mais ce qui a vraiment résonné chez les autres, c'est que le VIH était traité différemment des autres maladies infectieuses, et de façon plus sévère. J'avais une collègue, une démocrate modérée d'un district plutôt conservateur, et je n'étais pas certaine qu'elle obtiendrait son vote. Quand je lui en ai parlé et que je lui ai dit que le VIH était traité différemment, comme un crime, alors que d'autres maladies infectieuses étaient un délit mineur. Elle m'a dit : "Attendez, vous me dites qu'Ebola et la tuberculose sont un délit, mais le VIH est un crime, et vous voulez faire entrer le VIH dans la même catégorie que la tuberculose et Ebola ?" Et j'ai dit : "Oui." Et elle m'a dit : "C'est tout ce que j'ai besoin de savoir. Chaque fois

qu'on me posera des questions à ce sujet, je répondrai comme ça." Et elle a voté pour le projet de loi.

Satta : Quels conseils donneriez-vous aux militants et aux législateurs d'autres États ou d'autres juridictions qui sont intéressés à préconiser une réforme législative sur la criminalisation du VIH ?

Sénateur Wiener : Premièrement, **bâtir une coalition très, très forte et très large. La liste d'endossement du SB 239 était longue de pages. Il comprenait toutes les organisations réputées de défense des droits civiques, de santé publique, de LGBT, d'immigrants - je veux dire, tout.** Vous regardez ces organisations incroyablement respectées, qu'il s'agisse de l'ACLU, du Planning des naissances ou d'organismes de défense des droits en matière de soins de santé, et avant même de vous pencher sur les faits, vous dites : "Regardez, si tous ces groupes appuient cette mesure législative, c'est une mesure que je suis en train d'appuyer". C'est particulièrement vrai pour les démocrates.

Grâce à cette vaste coalition, les pressions exercées en faveur du projet de loi ont eu un impact incroyable. En tant qu'auteur, cela m'a rendu la vie beaucoup plus facile. J'ai parlé à presque tous les députés de l'Assemblée législative de ce projet de loi en tête-à-tête au cours de l'année, mais le fait que la coalition ait exercé des pressions énergiques a fait une grande différence.

Alors, parlez vraiment aux législateurs, d'un collègue à l'autre. Beaucoup de gens ont cette réaction en pensant que si quelqu'un essaie d'infecter quelqu'un, il devrait être coupable d'un crime. Mais il faut leur parler de la notion de sociopathe qui essaie d'infecter les gens. Est-ce que cela arrive ? Oui, mais c'est

extrêmement rare, et ce ne sont pas les personnes qui sont poursuivies en vertu de ces lois.

Vous devez également indiquer qu'il s'agit d'une priorité pour les organisations de défense des droits civils LGBT. C'était très puissant aussi. Equality California a fait de ce projet de loi sa priorité numéro un de l'année. Pour un certain nombre de démocrates, c'est très convaincant. Les démocrates, du moins en Californie, veulent être du bon côté des questions LGBT. Et même si le VIH va au-delà de la communauté LGBT, il y a évidemment un énorme chevauchement.

En outre, **éduquez les journalistes qui vont couvrir les réformes législatives potentielles.** Ce que nous avons constaté, c'est qu'il y avait quelques publications en Californie - le San Francisco Chronicle et le Sacramento Bee en particulier - qui avaient des journalistes qui l'avaient vraiment obtenu. Pour un certain nombre d'autres publications, c'est plus souvent un succès ou un échec. Et même quand vous aviez un bon journaliste, les rédacteurs en chef mettaient des gros titres. Donc, à part quelques très bons articles dans le Bee et le Chronicle, nous n'avons jamais été en mesure d'obtenir une couverture exacte. Ce serait toujours sensationnaliste. Le titre serait quelque chose comme : "Le projet de loi propose de faire en sorte que ce ne soit pas un crime d'infecter intentionnellement quelqu'un qui a le SIDA." Le Los Angeles Times était malheureusement connu pour ses gros titres comme ça, qui ont vraiment enflammé les gens. **Nous en sommes même arrivés au point où nous avons fait un appel téléphonique et nous avons invité la presse simplement pour parler des faits fondamentaux du projet de loi, mais cela n'a pas fonctionné. Donc, avant même de commencer, vous devez identifier les**

journalistes susceptibles d'en parler, vous asseoir avec eux et essayer de les éduquer sur les faits.

L'article est disponible au lien suivant:

<http://blog.petrieflom.law.harvard.edu/2018/12/11/successful-hiv-criminalization-reform-in-california-q-and-a-with-sen-scott-wiener/>